

Netanyahou a approuvé en privé le plan étasunien de vente d'armes aux EAU, disent de hauts responsables

L'ensemble d'armes promu par la Maison Blanche de Trump – qui pourrait transformer l'équilibre militaire au Moyen-Orient – comporte un avion de guerre électronique, le EA-18G Growler.



Crédit photo Tal Shahr

Le président Trump a annoncé une avancée diplomatique décisive entre Israël et les Émirats arabes unis au moment où Benjamin Netanyahou, Premier Ministre d'Israël, s'efforçait de gérer des crises multiples.

Par [Mark Mazzetti](#), [Edward Wong](#) et [Michael LaForgia](#)

3 septembre 2020

WASHINGTON – Benjamin Netanyahu, Premier Ministre d'Israël, a approuvé en privé un plan prévoyant que l'administration Trump vende des armes perfectionnées aux Émirats arabes unis, tout en déclarant plus tard en public qu'il s'opposait à cette transaction, ont indiqué de hauts responsables bien informés de ces négociations.

Selon ces hauts responsables, M. Netanyahu a choisi de ne pas essayer d'empêcher la vente d'armes, ayant pris part ces derniers mois à un effort de grande ampleur pour mettre en œuvre une avancée diplomatique normalisant les relations entre Israël et les Émirats. Le président Trump a annoncé cette [initiative](#) à grand bruit le mois dernier, sans mentionner les discussions sur les armes qui progressaient parallèlement.

Mais, comme des informations sur la vente d'armes [sont devenues publiques](#) à la fin du mois dernier, le Premier Ministre israélien a démenti à plusieurs reprises avoir assuré à l'administration Trump qu'Israël ne s'opposerait pas à la vente d'armes aux Émirats. Les hauts responsables ont déclaré que les propos tenus en public par M. Netanyahu étaient faux. Toujours selon ces hauts responsables, il a cessé de protester en public contre la vente d'armes envisagée après une rencontre avec le Secrétaire d'État Mike Pompeo à Jérusalem, la semaine dernière, qui a fait rentrer dans le rang le Premier Ministre israélien.

La Maison Blanche a accéléré au cours de ces dernières

semaines son offensive pour vendre aux Émirats un ensemble d'armes de haute technologie, notamment des avions de chasse F-35 et des [drones Reaper](#). L'accord comporte aussi des avions EA-18G Growler – des [avions de guerre électronique](#) qui ouvrent la voie à des attaques furtives en brouillant les défenses aériennes de l'ennemi. C'est la première fois qu'on apprend que cet élément figure dans l'armement vendu.

Les Émirats arabes unis souhaitent depuis longtemps disposer d'armes plus perfectionnées, mais les Israéliens craignaient une transformation de l'équilibre militaire au Moyen-Orient. Si M. Netanyahu avait reconnu son accord en public, cela aurait vraisemblablement causé une vague de protestations en Israël, ce qui s'est produit avec la révélation du projet de vente d'armes, y compris de la part de membres du gouvernement de M. Netanyahu.

L'annonce par M. Trump de l'avancée diplomatique, le 13 août, est arrivée au moment où M. Netanyahu s'efforçait de gérer des crises multiples : la pandémie de coronavirus, la fragilisation d'une coalition gouvernementale avec des rivaux politiques, des négociations budgétaires tendues et un procès en cours pour corruption.

Les hauts responsables américains affirment avec insistance que la nouvelle campagne de vente d'armes aux Émiratis n'est pas une récompense directe pour le rôle qu'ils ont joué dans l'accord, dans le cadre duquel les Émirats sont devenus la troisième nation arabe à reconnaître Israël en échange d'une suspension par Israël de son plan d'annexion de territoires de la Cisjordanie. Mais ils ne contestent pas qu'après des années de refus américain de vendre des F-35 aux Émiratis, le changement de position est lié à l'initiative diplomatique.

La transaction sur les armes pourrait susciter une résistance substantielle de la part du Congrès ; aux termes de la loi, les ventes d'armes ne doivent pas affaiblir l'[avance militaire d'Israël au Moyen-Orient](#). Mais les responsables de l'administration Trump ont [envisagé de contourner](#) une étape critique du processus d'examen des parlementaires, ce qui pourrait améliorer leurs chances de réaliser la vente d'armes avant l'élection de novembre.

Ron Dermer, ambassadeur d'Israël aux États-Unis, a déclaré qu'il "n'[était] pas vrai" que M. Netanyahu ait donné son accord aux responsables américains pour une vente d'armes comportant des F-35. Il est convaincu, a-t-il ajouté, que l'administration Trump "est pleinement décidée à préserver" l'avantage militaire d'Israël dans la région.

Le Département d'État n'a pas souhaité commenter cette déclaration. Un porte-parole du Conseil national de sécurité n'a pas répondu à un message sollicitant un commentaire.

Des dizaines de responsables émiratis sont venus à Washington la semaine dernière pour rencontrer leurs homologues du Pentagone et du Département d'État et s'entretenir de la vente d'armes et de leur initiative diplomatique avec Israël.

Hussein Ibish, chercheur au Arab Gulf States Institute (Institut des États arabes du Golfe) à Washington, a indiqué que des responsables des trois nations lui avaient dit que M. Netanyahu avait donné son accord pour la vente d'armes, mais l'avait ensuite dénoncée en public en raison de l'éruption de colère en Israël, notamment de la part de responsables du secteur de la défense, quand cet arrangement discret était devenu public.

“J’ai appris par des personnes des trois parties en présence qu’il avait donné son feu vert sur cette affaire”, a affirmé M. Ibish, ajoutant que M. Netanyahu avait antérieurement indiqué aux Émiratis et aux Américains qu’il “n’y [aurait] pas d’opposition substantielle et catégorique”.

Le EA-18 Growler est la plateforme d’attaque électronique la plus avancée de la Marine étasunienne.

Les Émiratis, selon lui, ont été stupéfaits du désaveu public de M. Netanyahu. Ils ont réagi en annulant une rencontre prévue le 21 août aux Nations unies avec des responsables américains et israéliens. (Le site d’informations Axios a été le premier à [rapporter](#) cet épisode.)

Mais les Émiratis se sont calmés après avoir été assurés que la vente restait programmée. “Ils ont fini par comprendre qu’il y avait dans tout cela beaucoup de théâtre Kabuki”, a ajouté M. Ibish.

Les Émirats et l’Arabie saoudite ont une relation étroite avec la Maison Blanche. Jared Kushner, gendre et conseiller du président, estime que ces deux nations sont importantes dans les efforts – qui ont échoué à ce jour – pour faciliter la conclusion d’un accord de paix entre les dirigeants israéliens et palestiniens. De plus, M. Trump voit en eux d’importants acheteurs d’armes américaines, malgré les résistances manifestées au Congrès en raison du [massacre de milliers de civils](#) au Yémen, au cours de la guerre aérienne menée par les Saoudiens, souvent avec des bombes américaines.

Certains responsables du Pentagone et du Département d’État

sont gênés par l'influence exercée par les Émiratis au sein de la Maison Blanche et du Conseil national de Sécurité, et n'ont pas apprécié que de hauts responsables militaires émiratis aient reçu en juillet une note classée secrète au sujet du F-35.

Certains membres du Congrès et leurs collaborateurs ont exprimé des préoccupations similaires, soulignant le rôle de l'armée émiratie dans la catastrophique guerre du Yémen. Les Émirats en ont retiré l'an dernier la plupart de leurs troupes, mais ils ont participé à la guerre civile en Libye en déployant des avions, ce qui a suscité de nouvelles inquiétudes chez les parlementaires américains.

Selon des responsables de l'administration Trump, la détente entre les Émirats et Israël – et l'éventualité d'accords futurs entre Israël et d'autres nations arabes– s'intègrent aussi à un projet plus vaste visant à contrer l'Iran. Les responsables de l'administration se sont efforcés d'apaiser les inquiétudes israéliennes à l'idée qu'une nation arabe allait accéder au F-35 : les Émirats, comme Israël, sont un ennemi déclaré de l'Iran, ont-ils souligné, et tout renforcement de l'armée émiratie contribuerait à la sécurité d'Israël.

Ces activités régionales ont un caractère d'urgence à Washington parce que les stratèges de M. Trump estiment que les actions de raffermissement d'Israël aident à renforcer le soutien des électeurs chrétiens évangéliques à l'heure où le président cherche à être réélu.

Les conseillers craignent par ailleurs, si le président perd au profit de l'ancien vice-président Joseph R. Biden Jr., que

la nouvelle administration ne mette fin à cette transaction.

Selon une information publiée le mois dernier par le journal israélien Yediot Ahronot, la vente d'armes aux Émirats serait directement liée à l'accord de paix avec Israël. En réponse, le bureau de M. Netanyahou a publié un communiqué détaillé énumérant les démarches du gouvernement au long de l'été pour faire connaître à Washington son opposition à la vente de F-35 à un pays de la région, quel qu'il soit.

“L'accord de paix avec les Émirats arabes unis ne comporte aucune référence à de ventes d'armes, et les États-Unis ont bien précisé qu'ils veilleraient toujours avec soin à maintenir la supériorité qualitative d'Israël”, affirmait ce communiqué.

Selon le bureau de M. Netanyahou, Benny Gantz, ministre de la Défense d'Israël et ancien chef de l'armée israélienne, a été informé fin juillet de communications avec des responsables américains s'opposant à la vente de F-35.

Mais M. Gantz a réagi avec colère aux informations concernant une vente d'armes secrète, affirmant lors d'une conférence de presse qu'il n'avait pas été tenu au courant à l'avance de l'accord de normalisation. “Il est interdit de prendre des risques en matière de sécurité”, a-t-il déclaré.

Lundi [31 août], M. Kushner a fait partie d'un [vol d'apparat](#) entre Israël et les Émirats. Il a évoqué la vente d'armes après l'atterrissage à Abu Dhabi.

“La relation militaire entre l’Amérique et les EAU est très spéciale – tout comme la relation entre Israël et l’Amérique”, a-t-il déclaré. Il a ajouté que les États-Unis étaient résolus à maintenir l’avantage militaire d’Israël au Moyen-Orient même s’ils vendaient des armements perfectionnés aux Émirats.



Crédit photo Nir Elias/Reuters

Jared Kushner et Robert C. O'Brien, conseiller pour la sécurité nationale, à bord d'un vol d'apparat entre Tel Aviv et Abu Dhabi ce lundi.

M. Pompeo [s'est rendu la semaine dernière](#) en Israël, aux Émirats, à Bahreïn, à Oman et au Soudan. Le Département d'État a publié un communiqué selon lequel M. Pompeo et M. Netanyahu avaient parlé de contrer l'Iran et d'établir des relations diplomatiques entre Israël et les Émirats arabes unis. Lors de

cet entretien et d'une rencontre distincte avec M. Gantz, a déclaré le département, M. Pompeo a réitéré l'engagement de Washington en faveur de la sécurité d'Israël.

Le Département d'État doit encore avertir le Congrès d'un nouveau projet de vente d'armes aux Émirats. Mais certains parlementaires et leurs collaborateurs ont déjà fait connaître discrètement leur désapprobation à l'administration après que des [informations dans les médias](#), au mois d'août, ont donné des détails sur ce projet, ont dit des responsables.

De nombreux parlementaires des deux partis vont vraisemblablement s'opposer à cette vente si le gouvernement israélien ne la soutient pas officiellement. De plus, selon certains collaborateurs, il faudra des mois pour que les États-Unis effectuent les démarches obligatoires pour veiller sur le plan technique à ce que les armes prévues ne compromettent pas la supériorité militaire d'Israël dans la région.

Le EA-18G Growler, fabriqué par Boeing et présenté en novembre au Dubai Air Show (salon aéronautique de Dubaï), est la plateforme d'attaque électronique la plus avancée de la Marine de guerre étasunienne. Il peut aveugler les radars et les systèmes de communication, il commande un radar perfectionné permettant de localiser les cibles et peut transporter des missiles de longue portée. L'Australie est la seule autre nation à disposer de cet avion.

Sa vente à une nation arabe soulèverait certainement des interrogations concernant son utilisation éventuelle pour échapper aux défenses aériennes d'Israël au cours d'un conflit.

Selon des analystes, M. Trump pourrait persuader des responsables israéliens et des parlementaires étasuniens d'accepter les ventes aux Émirats en proposant de [fournir d'autres armes perfectionnées](#) à Israël.

“Le président réfléchit à la manière d'un représentant de commerce, et c'est ce qu'il veut au Moyen-Orient”, souligne M. Ibish.

Les responsables de l'administration Trump pourraient décider de court-circuiter le processus informel de notification du Congrès, certains d'entre eux ayant même envisagé de [ne pas s'y conformer](#). Certains parlementaires ont utilisé ce processus pour entraver des livraisons d'armes aux nations du Golfe, essentiellement en raison des victimes civiles.

L'an dernier, M. Pompeo a contourné un blocage en [déclarant une « urgence »](#) relative à l'activité iranienne et en imposant une vente malgré la fureur de parlementaires.

Mark Mazzetti est un correspondant à Washington, journaliste d'investigation. Auparavant, il a couvert les questions de sécurité nationale depuis le bureau de Washington pendant 10 ans. Il faisait partie d'une équipe lauréate du Prix Pulitzer en 2018 pour un reportage sur les conseillers de Donald Trump et leurs liens avec la Russie. [@MarkMazzettiNYT](#)

Edward Wong est un correspondant diplomatique et international, auteur de reportages pour The Times depuis plus de 20 ans, dont 13 en Irak et en Chine. Il a reçu un Livingston Award et faisait partie d'une équipe de finalistes du Prix Pulitzer ayant couvert la guerre en Irak. Il a été

Nieman Fellow à Harvard et Ferris Professor of Journalism à Princeton. [@ewong](#)

Michael LaForgia est un journaliste d'investigation qui a travaillé antérieurement pour The Tampa Bay Times et The Palm Beach Post. Lorsqu'il était en Floride, il a remporté deux fois le Prix Pulitzer pour ses reportages locaux. [@laforgia](#)

Traduction SM pour Agence Média Palestine

Source : [NY Times](#)